



**ALPES-DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°04-2023-020

PUBLIÉ LE 27 JANVIER 2023

# Sommaire

## **Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations des Alpes-de-Haute-Provence**

04-2023-01-27-00002 - AP n°2023-027-002 portant rectificatif de l'AP n°2022-273-005 du 30 septembre 2022 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médicaux-sociaux relevant du c) de l'article L.313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027 (4 pages)

Page 3

## **Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence / Direction de la Citoyenneté et de la Légalité**

04-2023-01-20-00004 - AP n°2023-020-011 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire (2 pages)

Page 8

04-2023-01-26-00005 - AP n°2023-026-005 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2023 (5 pages)

Page 11

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-01-27-00002

AP n°2023-027-002 portant rectificatif de l'AP n°2022-273-005 du 30 septembre 2022 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médicaux-sociaux relevant du c) de l'article L.313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-027-002**

**Portant rectificatif de l'arrêté n° 2022-273-005 du 30 septembre 2022**

Portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médicaux sociaux relevant du c) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code.

CHRS APPASE - SIAO APPASE – DIGNE LES BAINS

LE PRÉFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 312-8 et D. 312-204 ;

**Vu** le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

**Vu** le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Marc CHAPPUIS, préfet des Alpes de Haute-Provence ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-235-014 du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Madame Anne-Marie DURAND, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Alpes de Haute-Provence ;

Page 1 sur 3

## ARRÊTE :

### Article 1er

La programmation pluriannuelle, prévue à l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles des échéances prévisionnelles de transmission, à l'autorité en charge de leur autorisation, des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au c) de l'article L. 313-3 du même code, est modifiée et annexée au présent arrêté.

### Article 2

Conformément à l'article 2 du décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des services et établissements sociaux et médico-sociaux, la programmation prévue à l'article 1<sup>er</sup> porte sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 décembre 2027.

Cette programmation peut être modifiée notamment pour tenir compte de changements intervenus dans la situation de l'établissement concerné.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié dans le recueil des actes administratifs.

### Article 4

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif préalable dans le même délai.

Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours administratif.

### Article 5

Le préfet des Alpes de Haute-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Digne les Bains, le **27 JAN. 2023**

Pour le préfet des Alpes de Haute-Provence,  
et par délégation,

La Directrice Départementale de l'Emploi,  
des Solidarités  
et de la Prévoyance  
Annie-Marie DURAND

La Directrice Départementale de l'Emploi,  
des Solidarités  
et de la Prévoyance  
Annie-Marie DURAND

Annie-Marie DURAND

Page 2 sur 3

**Annexe**

**Relative à la programmation de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux autorisés par le préfet des Alpes de Haute-Provence**

Année de transmission du rapport	Echéance trimestrielle de transmission du rapport	Organisme gestionnaire		ESMS concerné	
		Raison sociale	N° FINESS	Dispositif	N° FINESS
2023	3 <sup>ème</sup> trimestre	Association Pour la Promotion des Actions Sociales et Educatives	040786568	CHRS	040788895
	4 <sup>ème</sup> trimestre			SAO	040004186



Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-01-20-00004

AP n°2023-020-011 portant renouvellement  
d'habilitation dans le domaine funéraire

Bureau des collectivités territoriales et des élections  
Section des élections et des activités réglementées  
Affaire suivie par Mme Virginie MANNISI-PARLANTI  
Mél : [virginie.mannisi-parlanti@alpes-de-haute-provence.gouv.fr](mailto:virginie.mannisi-parlanti@alpes-de-haute-provence.gouv.fr)

Digne-les-Bains, le **20 JAN. 2023**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023 - 020 011**

portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2223-19 et suivants, R. 2223-56 et suivants et D. 2223-34 et suivants ;
- Vu** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
- Vu** le décret n° 2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires ;
- Vu** le décret n° 2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;
- Vu** l'arrêté du 28 mars 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017 020 - 005 du 20 janvier 2017 portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de la SAS « POMPES FUNEBRES PONS » établissement principal sis lotissement le Pont Long - 04400 Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) ;
- Vu** la demande reçue le 17 janvier 2023 de M. Thierry PONZA, président, sollicitant le renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de la SAS « POMPES FUNEBRES PONS » sise lotissement le Pont Long - 04400 Barcelonnette ;
- Vu** les pièces justificatives complémentaires transmises le 19 janvier 2023 ;
- Vu** l'ensemble des pièces annexées à la demande ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** La SAS « POMPES FUNEBRES PONS » sise lotissement le Pont Long – 04400 Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), exploitée par M. Thierry PONZA, est habilitée pour son établissement principal à l’enseigne « PONZA FUNERAIRE » situé à la même adresse, pour exercer sur l’ensemble du territoire les activités suivantes :

- le transport de corps avant et après mise en bière ;
- l’organisation des obsèques ;
- la fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- la fourniture des corbillards ;
- la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l’exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d’imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2 :** Le numéro d’habilitation est le **23-04-0054**

**Article 3 :** La durée de la présente habilitation est fixée à **cinq ans** à compter du 20 janvier 2023, non renouvelable par tacite reconduction.

**Article 4 :** La demande de renouvellement de la présente habilitation devra être présentée trois mois avant la date d’expiration.

**Article 5 :** L’habilitation peut être suspendue ou retirée pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définie en application des dispositions des articles L. 2223-23 et L. 2223-24 du code général des collectivités territoriales ;
- non respect du règlement national des pompes funèbres ;
- non exercice ou cessation d’exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- atteinte à l’ordre public ou danger pour la sécurité publique.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l’objet, dans un délai de deux mois suivant sa notification :

- d’un recours administratif gracieux devant le préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d’un recours hiérarchique auprès de la Direction générale des collectivités locales (DGCL), Ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales – Place Beauvau 75800 Paris cedex 08 ;
- d’un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille (31, rue Jean-François LECA – 13002 Marseille cedex 6).

La juridiction administrative peut être saisie par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7 :** Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. Thierry PONZA.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

  
Paul-François SCHIRA

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

04-2023-01-26-00005

AP n°2023-026-005 relatif aux tarifs des courses  
de taxi pour 2023



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau des étrangers, de la nationalité et des  
usagers de la route**

Digne-les-Bains, le **26 JAN. 2023**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2023 - 026 005**  
**relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2023**

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

- VU** le code des transports et notamment ses articles L3121-1 et L3121-11-2 ;
- VU** le code de commerce et notamment son article L410-2 ;
- VU** le code de la consommation et notamment ses articles L112-1 à L112-3 ;
- VU** le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 modifié relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- VU** le décret n° 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi et, notamment, son article 5 ;
- VU** l'arrêté ministériel n° 83-50/A du 3 octobre 1983 modifié relatif à la publicité des prix de tous les services ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 modifié relatif à l'information du consommateur sur les prix ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 modifié relatif aux taximètres en service ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 novembre 2015 modifié relatif aux tarifs des courses de taxi ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 modifié relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2023 ;
- VU** l'avis de la directrice de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) des Alpes-de-Haute-Provence formulé après consultation de la Caisse primaire d'Assurance Maladie des Alpes-de-Haute-Provence et des représentants des organisations professionnelles de taxi ;
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er – Tarification

À compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables aux transports de voyageurs par taxi, sont fixés comme suit dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, toutes taxes comprises :

- Valeur de la chute : en fonction de la distance parcourue et du tarif kilométrique, le compteur horokilométrique affichera des variations de prix successives de 0,10 €.
- Prise en charge : 2,35€
- Heure d'attente ou marche lente : 25,40 €, soit une chute de 0,10 € toutes les 14 secondes
- Tableau des tarifs kilométriques en vigueur :

TARIF	Couleur du répétiteur lumineux extérieur	Définition de la course	Tarif kilométrique	Distance parcourus en mètre pendant une chute de 0,10 €
Tarif A	Blanche	La course de jour avec retour en charge à la station.	1,08 €	93 m
Tarif B	Orange	La course de nuit ou sur routes enneigées ou verglacées ou les dimanches et jours fériés avec retour en charge à la station.	1,62 €	61,73 m
Tarif C	Bleue	La course de jour avec retour à vide à la station.	2,16 €	46,30 m
Tarif D	Verte	La course de nuit ou sur routes enneigées ou verglacées ou les dimanches et jours fériés avec retour à vide à la station.	2,24 €	44,64m

- Le tarif de nuit est applicable entre 19h00 et 7h00 toute l'année.
- Le conducteur doit signaler au client tout changement de mode de tarification intervenant pendant la course.
- La majoration pour course sur routes enneigées ou verglacées est subordonnée aux deux conditions suivantes : routes effectivement enneigées et verglacées et utilisation d'équipements spéciaux ou de pneumatiques antidérapant dits « pneus hiver ».
- Le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 7,30 euros.
- Les suppléments maxima ci-après pourront être perçus en sus des tarifs définis ci-dessus :
  - Passager (majeur ou mineur) à partir du 5<sup>e</sup> : 2,50 €.
  - Bagages placés à l'extérieur du véhicule nécessitant l'utilisation d'un équipement extérieur adapté au chargement de ceux-ci : 2,00 € par bagage.
  - Valises ou bagages de taille équivalente par passager : à partir du 4<sup>e</sup> bagage : 2,00 €.

- L'utilisation des tronçons d'autoroutes à péage ne pourra s'effectuer qu'à la demande expresse du client, qui devra être informé de ce que les frais de péage seront à sa charge et perçus en sus du prix de la course. Il ne pourra en aucun cas être réclamé au client le remboursement des frais de péage engagés par le professionnel lors du trajet retour à vide.
- Le lumineux ne peut être allumé et de couleur verte que si le taxi est libre de client ou de réservation et en circulation dans sa zone d'ADS ou en stationnement à l'emplacement attribué par l'autorité de délivrance des ADS.

## **ARTICLE 2 – Taximètres**

Les taximètres sont soumis à vérification périodique et à surveillance suivant les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001.

Chaque exploitant de taxi est invité à faire adapter son taximètre aux nouveaux tarifs dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Lorsque le taximètre aura été adapté, la lettre G de couleur bleue et d'une hauteur minimale de 10 mm sera apposée sur le cadran du taximètre.

Entre cette date et la modification de la table tarifaire, une hausse ne pouvant excéder la variation de la course type soit 1,923 % pourra être appliquée au montant de la course affiché sur le cadran, hors supplément, en utilisant un tableau de correspondance mis à la disposition de la clientèle. Les suppléments sont appliqués sans recourir au taximètre.

## **ARTICLE 3 – Affichage des tarifs**

En application des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix, les tarifs pratiqués doivent faire l'objet d'un affichage dans le véhicule.

Une affiche très apparente, reproduisant les tarifs fixés par le présent arrêté, doit être apposée en permanence à l'intérieur de chaque taxi de façon très lisible et directement visible par le client transporté. Elle devra aussi faire apparaître la mention « *quel que soit le montant inscrit au compteur la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 7,30 € suppléments inclus* ».

Un affichage clair dans le taxi informera aussi le consommateur qu'il peut régler la course par carte bancaire suite aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 6 novembre 2015.

## **ARTICLE 4 – Délivrance d'une note**

Conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel n°83.50/A du 3 octobre 1983 modifié, la délivrance de note est obligatoire à titre de mesure de publicité des prix quand la prestation de service est d'un montant supérieur ou égal à 25 € TTC. Pour les prestations de service dont le prix est inférieur à 25 € TTC, la délivrance de la note est facultative mais celle-ci doit être remise au client s'il la demande expressément.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel n°83-50/A du 3 octobre 1983 modifié, les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est obligatoire ou facultative doivent être rappelées à la clientèle par un affichage lisible et visible apposé à l'arrière du véhicule.

Durant la période de deux mois entre la publication du présent arrêté et la modification de la table tarifaire, la hausse ne pouvant excéder la variation de la course type soit 1,923 % et l'application des suppléments feront l'objet d'une inscription manuscrite sur la note remise au consommateur.

Conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015, la note doit obligatoirement comporter les informations mentionnées ci-après :

1° Doivent être imprimés sur la note :

- a) La date de rédaction de la note ;
- b) Les heures de début et fin de la course ;
- c) Le nom ou la dénomination sociale du prestataire ou de sa société ;
- d) Le numéro d'immatriculation du véhicule de taxi ;
- e) L'adresse postale à laquelle peut être adressée une réclamation ;
- f) Le montant de la course minimum ;
- g) Le prix de la course toutes taxes comprises hors suppléments.

2° Doivent être soit imprimés, soit portés de manière manuscrite :

- a) La somme totale à payer toutes taxes comprises, qui inclut les suppléments ;
- b) Le détail de chacune des majorations prévues à l'article 2 du décret du 7 octobre 2015 susvisé. Ce détail est précédé de la mention « supplément(s) ».

Si le client le demande, la note doit également mentionner de manière manuscrite ou, le cas échéant, par impression :

- a) Le nom du client ;
- b) Le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course.

L'adresse postale à laquelle le client peut adresser une réclamation est :

Commission locale des transports publics particuliers de personnes  
Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence  
8, rue du Docteur Romieu  
04016 DIGNE-LES-BAINS CEDEX

La note doit être établie en double exemplaire. Un exemplaire est remis au client, le double doit être conservé par le prestataire pendant une durée de deux ans et classé par ordre de date de rédaction.

## **ARTICLE 5**

L'arrêté préfectoral modifié n°2022-019-007 du 19 janvier 2022 est abrogé.

## **ARTICLE 6**

M. le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la directrice de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) des Alpes-de-Haute-Provence, M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie départemental, Mme la Commissaire divisionnaire, Directrice départementale de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général,

Paul François SCHIRA

## Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours administratif gracieux auprès de la Préfète des Alpes-de-Haute-Provence – DCL – Bureau des étrangers, de la nationalité et des usagers de la route – 8, rue du Docteur Romieu – 04016 DIGNE-LES-BAINS Cedex.
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Délégation à la Sécurité routière / Sous-direction de l'éducation routière et du permis de conduire – Place Beauvau – 75800 PARIS.
- un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil - 13281 Marseille Cedex 06, au plus tard avant l'expiration du deuxième mois suivant la date de notification ou du deuxième mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Ces recours doivent être adressés par écrit en lettre recommandée avec accusé de réception, et exposer les arguments et faits nouveaux. Copie de la décision contestée doit y être jointe.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)